



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1226
28 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 28 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE PRÉSIDENT DU COMITÉ DU CONSEIL DE SÉCURITÉ CRÉÉ
PAR LA RÉOLUTION 751 (1992) CONCERNANT LA SOMALIE

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie (voir annexe), que celui-ci a adopté le 24 décembre 1998 selon la procédure d'approbation tacite et qui est présenté conformément à la note du Président du Conseil de sécurité en date du 29 mars 1995 (S/1995/234).

Le Président du Comité du Conseil
de sécurité créé par la résolution
751 (1992) concernant la Somalie

(Signé) Jassim Mohammed BUALLAY

ANNEXE

Rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution
751 (1992) concernant la Somalie

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie porte sur la période allant de janvier à décembre 1998.

2. Le Comité a présenté au Conseil de sécurité, le 31 décembre 1997, un rapport concernant ses activités pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1997 (S/1997/1029).

II. RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS MENÉES PAR LE COMITÉ PENDANT
LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE

3. À sa 14e séance, le 6 janvier 1998, le Comité a élu son Bureau pour 1998, en confiant la présidence à M. Jassim Mohammed Bualay (Bahreïn) et les deux vice-présidences aux délégations du Costa Rica et de la Gambie.

III. OBSERVATIONS

4. Le Comité ne dispose d'aucun mécanisme spécifique de suivi pour assurer l'application effective de l'embargo sur les armes et tient à rappeler qu'il compte uniquement sur la coopération des États et des organisations qui sont en mesure de lui fournir des renseignements sur les violations de l'embargo sur les armes. Au cours de la période considérée, aucune violation n'a été portée à son attention. À cet égard, le Comité a pris note de la résolution 1196 (1998) du 16 septembre 1998 dans laquelle le Conseil de sécurité rappelle que tous les États Membres sont tenus d'appliquer ses décisions relatives à des embargos sur les armes et réitère la demande qu'il a adressée à tous les États de fournir aux comités pertinents du Conseil de sécurité des informations sur les violations éventuelles des embargos sur les armes qu'il a imposés. Le Comité souscrit sans réserve aux dispositions du paragraphe 2 de ladite résolution dans lequel le Conseil encourage chaque État Membre, en tant que de besoin, à envisager d'adopter, pour s'acquitter de ses obligations, des mesures législatives ou autres mesures juridiques érigeant en infraction pénale la violation des embargos sur les armes imposés par le Conseil.

5. En application du paragraphe 4 de la résolution 1196 (1998), le Comité envisage de prendre des mesures appropriées afin d'améliorer la surveillance de l'embargo sur les armes décrété contre la Somalie et établira à cet effet des canaux de communication avec les organisations et organismes régionaux et sous-régionaux compétents.
